

Le président-propriétaire Kabila prive 2 500 personnes de logis

RD Congo Devant le scandale, le comité des victimes a été prié... de demander pardon au chef de l'État.

Un bras de fer inégal oppose, au Sud-Kivu, quelque 2 500 personnes au président hors mandat Joseph Kabila. En cause : une terre où vivaient les premiers jusqu'à ce que le second fasse démolir leurs maisons, à Mbobero (Sud-Kivu). L'action d'une ONG locale, Nouvelle Dynamique de la Société civile (NDSCI), a pu empêcher la poursuite des démolitions prévues en juin dernier. Mais pour combien de temps, alors que les victimes sont poussées à "demander pardon" au chef de l'État ?

C'est le 30 janvier 2016 qu'ont commencé les premières démolitions de maisons à Mbobero, un village du territoire de Kabaré, à dix kilomètres de Bukavu, capitale du Sud-Kivu. Ce matin-là, la localité est soudain envahie par des militaires de la Garde républicaine (garde prétorienne du chef de l'État) et des hommes de la police nationale. "On a cru qu'ils venaient combattre les rebelles", raconte un des témoins des faits dans un documentaire intitulé *La loi du plus fort est toujours la meilleure*. Gaël Mpyo et Franck Zongwe, les deux journalistes qui l'ont réalisé, ont dû fuir le Sud-Kivu (où plusieurs confrères ont été assassinés ces dernières années). Ils ont dû entrer en clandestinité, de même que le président de la NDSCI, Jean Chrysostome Kijana, en raison des menaces reçues depuis la projection publique du film à Bukavu, le 6 juillet dernier.

Sous la supervision de M^{me} Kabila

Ce n'est pas pour combattre les rebelles que ces hommes armés étaient à Mbobero mais pour démolir quarante-sept maisons "sous la supervision des autorités provinciales et de M^{me} Olive Lembe", l'épouse du chef de l'État, disent des témoins dans le documentaire. Parmi les immeubles démolis figure le Centre médico-neurochirurgical du D^r Charles Kachungunu, dont les malades ont été chassés par les militaires tandis que le bâtiment s'écroulait sous les chenilles d'un bulldozer. "Même en période de guerre, il est interdit de s'en prendre aux hôpitaux", s'indigne un défenseur des droits de l'homme.

Entre le 7 et le 12 février 2018, plus de 250 autres maisons seront rasées dans les mêmes conditions. Aujourd'hui, on en est à "317 maisons détruites et 2 500 personnes à la rue", selon l'agence catholique Dia. Sans logement ni assistance, alors que les militaires demeurent sur place (Dia parle de "zone militarisée") les empêchent de se rendre dans leurs champs. Certains de ces sans-abri ont été accueillis chez des parents ou voisins ; des familles sont séparées parce que tous ne trouvent pas à se loger dans la même famille d'accueil. Les victimes de ces évictions brutales n'ont reçu aucune compensation.

Un bien zaïrianisé

Selon les défenseurs du chef de l'État, ce dernier a acheté la terre sur laquelle étaient érigées ces maisons. De leur côté, plusieurs des victimes de démolition, dont le D^r Kachungunu, affirment posséder des titres de propriété en bonne et due forme, ce qui n'est pas toujours le cas au Congo où, dans les

zones rurales, la terre est souvent régie par les usages coutumiers.

Le vice-président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), Norbert Katintima Basengezi, originaire du Sud-Kivu, a servi d'intermédiaire pour la vente de cette terre au chef de l'État et a défendu publiquement celui-ci. En juillet dernier, il a indiqué que M. Kabila avait acheté pour 300 000 dollars à la veuve Mihigo la terre dont celle-ci avait hérité de son mari. Ce dernier l'avait lui-même acquise lors de la zaïrianisation (expropriation des biens fonciers et entreprises détenus par des étrangers, au profit de Zaïrois, sous Mobutu, dans les années 70). Il s'agissait d'une terre de 153 ou 206 ha, selon les versions, dont l'ancien propriétaire belge était un certain M. Michaux, décédé en Afrique du Sud dans les années 70.

"Ailleurs, on donne des terrains au chef de l'État, chez nous [...] il l'achète, mais on continue à le vilipender !", s'est indigné Katintima Basengezi. Et d'accuser les officiels locaux d'avoir distribué inconsidérément des titres de propriété sur cette terre. Le terrain passe de 200 à 600 hectares

Selon la société civile sud-kivutienne, qui dénonçait en avril, une "lettre de sommation" signée du ministre national des Affaires foncières, d'autres démolitions étaient annoncées. Selon cette source, les démolitions successives portent non pas sur 200 hectares – l'héritage Mihigo – mais sur "600 ha", jusqu'à toucher le village voisin, Mbiza. Certains des témoins interrogés dans le documentaire *La raison du plus fort est toujours la meilleure* affirment – prudence ou conviction ? – que le chef de l'État a été induit en erreur par ses collaborateurs dans cette affaire. "En raison de la mobilisation de la société civile, il n'y a pas eu de démolitions depuis février dernier", a déclaré à *La Libre Belgique* Jean-Chrysostome Kijana, joint par téléphone. Celui-ci a ajouté cependant que la "cinquantaine de maisons et le collège technique Sainte-Anne – très important puisque c'est la seule école technique de la sous-région –, dont la démolition était prévue pour juin, sont maintenant entourés d'une clôture".

Demander pardon au Président

Selon le président de la NDSCI, la plainte déposée en janvier 2016 par le D^r Charles Kachungunu "et dont il a été accusé réception, n'a toujours reçu aucune suite. Des visites d'avocats indiquent qu'aucun magistrat n'a eu le courage de se charger d'une affaire qui implique le chef de l'État".

M. Kijana a pour sa part tenté une sortie de clandestinité. "Dimanche dernier, je devais faire une conférence

dans un hôtel à Bukavu. Mais, la veille, les responsables de l'établissement ont reçu l'ordre de Kinshasa d'annuler la conférence. »

Le comité des victimes de Mbobero a cependant pu se réunir. Les présents ont évoqué leur rencontre avec M^{me} Kabila lors de son passage à Bukavu, fin septembre. *« Il y a eu des manœuvres d'achat de consciences et de fortes pressions sur les responsables du comité, ainsi qu'une tentative de créer un comité bis, a indiqué M. Kijana à La Libre Belgique. M. Norbert Katintima Basengezi, ont-ils raconté, leur a demandé d'écrire au président de la République pour reconnaître leurs torts et lui demander pardon. Une partie a refusé mais sept ont écrit une demande de pardon au chef de l'État. »*

Marie-France Cros

Parmi les
immeubles
démolis figure
un Centre
médico-
neurochirurgical,
dont les malades
ont été chassés
par les militaires.